

ASSOCIATION C.I.D.F.F. GIRONDE
99 rue Goya
33000 BORDEAUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

Réunion de l'Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.I.D.F.F. Gironde relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion,

la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

-
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Artigues, le 10 juin 2025

Pour la société Cabinet Lafitte & Associés

Gilles DAURIAC

Commissaire aux comptes



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	2 549	2 549		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	65 202	50 415	14 787	13 526
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	729		729	729
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	68 480	52 964	15 516	14 255
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	31 818		31 818	14 769
	Autres créances	183 445	24 000	159 445	157 831
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	252 291		252 291	293 605
	Charges constatées d'avance	3 360		3 360	4 285
	TOTAL (II)	470 915	24 000	446 915	470 490
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		539 394	76 964	462 431	484 745

(1) dont droit au bail
(2) dont à moins d'un an
(3) dont à plus d'un an

ENGAGEMENTS RECUS
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	49 547	49 547
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	45 363	45 363
	Autres		
	Report à nouveau	140 069	121 448
	Excédent ou déficit de l'exercice	11 094	18 621
	Total des fonds propres (situation nette)	246 073	234 979
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	5 494	11 426
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	5 494	11 426
	Total des fonds propres	251 566	246 405
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	9 752	
	Provisions pour charges	60 964	53 967
	Total des provisions	70 716	53 967
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 222	26 144
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	110 527	113 299
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	18 400	44 930
	Total des dettes	140 149	184 373
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	462 431	484 745
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		11 093,82	18 621,05
(1) Dont à moins d'un an		140 149	184 373
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	575	725
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	256 156	193 242
	dont parrainages	57 725	31 790
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	873 743	831 540
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 784	865
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	16 945	20 500
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	845	69
Total des produits d'exploitation		1 154 048	1 046 940
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	126 044	130 737
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	37 320	30 319
	Salaires et traitements	688 844	617 138
	Charges sociales	253 833	224 511
	Dotation aux amortissements et dépréciations	27 913	14 517
	Dotation aux provisions	16 749	3 642
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	13 693	9 296
Total des charges d'exploitation		1 164 396	1 030 161
RESULTAT D'EXPLOITATION		(10 348)	16 779

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(10 348)	16 779
PRODUITS FINANCIERS	De participation	5 087	4 508
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		5 087	4 508
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		6
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			6
RESULTAT FINANCIER		5 087	4 501
RESULTAT COURANT avant impôts		(5 261)	21 281
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	10 645	5 397
	Sur opérations en capital	5 581	1 564
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		16 226	6 960
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	32	2 793
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		6 959
Total des charges exceptionnelles		32	9 752
RESULTAT EXCEPTIONNEL		16 194	(2 792)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 175 361	1 058 415
TOTAL DES CHARGES		1 164 267	1 039 794
EXCEDENT ou DEFICIT		11 094	18 621
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

L'action du CIDFF :

Le CIDFF, le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles, est une association loi 1901, créée à Bordeaux en 1982. Le centre a pour but de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, valoriser la place de la femme dans la société afin de concourir à son autonomie et lutter contre les violences sexistes et la discrimination.

Le CIDFF est une association départementale avec 3 antennes (Bordeaux, Libourne, Hauts de Garonne) et 27 lieux d'accueil du public sur la Gironde.

Le CIDFF mène des actions multiples en individuel et en collectif avec le soutien de nombreux partenaires et instances : des informations juridiques, un service d'accompagnement des victimes de violences sexistes, des accompagnements en insertion sociale et professionnelle (emploi et création d'entreprise) et des formations/actions de sensibilisation autour des stéréotypes pour le respect, la citoyenneté, l'égalité professionnelle et la lutte contre les violences sexistes.

L'équipe en place est pluridisciplinaire : juriste, conseillers et conseillères insertion en emploi et en création d'entreprise et psychologues permettent d'accueillir, d'informer et d'accompagner un large public sur tout le territoire du département

Les principales méthodes utilisées sont :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

En outre les précisions suivantes sont apportées :

1. Frais de développement

Lorsque des frais de développement sont engagés, ils sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

2. Frais d'acquisition des immobilisations

Conformément au PCG article 321-10, les frais d'acquisition des immobilisations sont inscrits en charge l'exercice de leur engagement.

3. Modes et méthodes d'amortissement

Base d'amortissement

Elle est constituée de la valeur brute de l'actif sous déduction de sa valeur résiduelle éventuelle.

Mode d'amortissement

Le mode dégressif est utilisé lorsque les prescriptions fiscales le permettent.
Le mode linéaire est utilisé dans les autres cas.

Durées d'amortissement

Lorsque les immobilisations sont décomposées, les durées d'amortissement utilisées sont les suivantes :

- les composants sont amortis sur leur durée réelle d'utilisation dans l'entreprise,
- la structure est amortie selon la durée d'usage.

Lorsque les immobilisations ne sont pas décomposées ou décomposables, l'amortissement est pratiqué sur la durée d'usage.

Un amortissement dérogatoire est comptabilisé lorsque la durée d'utilisation est supérieure à la durée d'usage.

Charges financières

Les charges financières sont comptabilisées en charge l'année de leur engagement.

Achats et stocks

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Règles et Méthodes Comptables

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré premier sorti.

Engagements de retraite

La provision pour retraite figurant au bilan couvre l'intégralité des indemnités de fin de carrière des salariés.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement ont été prise en compte immédiatement dans le compte de résultat.

Effectif et rémunérations

L'effectif moyen est de 17 ETP.

La Présidente, la Vice-Présidente et le trésorier ne perçoivent aucune rémunération et d'avantage en nature.

Honoraires du commissaire aux comptes : 2 694 € TTC.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	2 549					2 549
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 549					2 549
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	12 195		864			13 059
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	47 833		4 310			52 143
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 029		5 174			65 202
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	729					729
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	729					729
TOTAL		63 306		5 174			68 480

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	2 549			2 549
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 549			2 549
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 803	1 365		5 169
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	42 699	2 547		45 246
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations grevées de droits					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		46 502	3 913		50 415
TOTAL		49 051	3 913		52 964

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	31 818	31 818	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 661	1 661	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	260	260	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	180 833	180 833	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	691	691	
	Charges constatées d'avance	3 360	3 360	
	TOTAL DES CREANCES	218 623	218 623	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	11 222	11 222		
	Personnel et comptes rattachés	43 565	43 565		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	52 721	52 721		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	14 241	14 241		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	18 400	18 400		
	TOTAL DES DETTES	140 149	140 149		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	53 967	6 997		60 964
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		9 752		9 752
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	53 967	16 749		70 716
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations {incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres	11 000	24 000	11 000	24 000
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	11 000	24 000	11 000	24 000
	TOTAL GENERAL	64 967	40 749	11 000	94 716
	Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		40 749	11 000	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

--

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	49 547				49 547
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	45 363				45 363
Autres réserves					
Report à nouveau	121 448	18 621			140 069
Excédent ou déficit de l'exercice	18 621	(18 621)	11 094		11 094
Situation nette	234 979		11 094		246 073
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	11 426			5 933	5 494
Provisions réglementées					
TOTAL	246 405		11 094	5 933	251 566

Charges à payer

31/12/2024

Total des Charges à payer		74 818
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEUR FACT NON PARVENUES</i>	4 572	4 572
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISION POUR CONGES A PAYER</i> <i>CHARG SOCIALES CONGES PAYES</i> <i>ETAT : CHARGES A PAYER - Taxe</i>	42 211 17 412 10 623	70 246

Produits à recevoir

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		180 863
Autres créances		180 863
<i>AVOIR A RECEVOIR</i>	30	
<i>SUBV FNCIDFF</i>	550	
<i>SUBV CAF</i>	14 370	
<i>SUBV CDAD</i>	6 210	
<i>SUBV CRNA</i>	30 300	
<i>SUBV CD GIRONDE</i>	17 500	
<i>FSE+</i>	57 129	
<i>SUBV FRCIDFF</i>	5 000	
<i>SUBV VILLES DE LA METROPOLE</i>	23 268	
<i>SUBV CDC</i>	18 849	
<i>SUBV AUTRES VILLES</i>	2 832	
<i>Autres Organismes et Associati</i>	4 825	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			3 360
Divers frais généraux		3 360	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			3 360

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION Subvention FIE 2025		18 400	18 400
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			18 400

--

Produits et Charges exceptionnels

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		16 226
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS EXCEPTIONNELS</i> <i>PRODUITS SUR EXERCICE ANT.</i>	<i>81</i> <i>10 564</i>	10 645
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>REPRISE SUBV INVEST</i>	<i>5 581</i>	5 581
Total des charges exceptionnelles		32
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>CHARGES EXCEP. SUR EX. ANTE.</i>	<i>32</i>	32
Résultat exceptionnel		16 194